

F. 91 — 3239

23 SEPTEMBRE 1991
Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1969
relatif à l'enregistrement des médicaments

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut:

Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, notamment l'article 6, modifié par la loi du 21 juin 1983;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1969 relatif à l'enregistrement des médicaments et plus particulièrement l'article 2bis modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1984;

Considérant qu'il y a lieu de rappeler sur l'emballage, la nécessité de conserver les médicaments hors de portée des enfants;

Vu les lois relatives au Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence, motivée par le souci de prévenir les accidents dont sont fréquemment victimes de jeunes enfants mais en tenant compte du délai nécessaire pour permettre aux producteurs d'adapter le conditionnement des médicaments;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 2bis de l'arrêté royal du 3 juillet 1969 relatif à l'enregistrement des médicaments, il est ajouté un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. L'emballage extérieur des médicaments ou, à défaut d'emballage extérieur, le conditionnement primaire du médicament, doit porter en évidence et de façon lisible une mise en garde spéciale selon laquelle le médicament doit être conservé hors de portée des enfants. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1993.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 septembre 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
 Ph. BUSQUIN

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,
 R. DELIZÉE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 91 — 3240

Arrêté royal réglant l'utilisation du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques, en ce qui concerne le registre central des armes

**COMMISSION CONSULTATIVE
 DE LA PROTECTION DE LA VIE PRIVEE**

Avis n° 90/087 du 2 avril 1990

La Commission consultative de la Protection de la Vie privée;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, notamment les articles 8 et 12;

Vu la demande d'avis du 28 février 1990 du Ministre de la Justice remplaçant la demande d'avis du 8 décembre 1989;

N. 91 — 3239

23 SEPTEMBER 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1969 betreffende de registratie van geneesmiddelen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd door de wet van 21 juni 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1969 betreffende de registratie van geneesmiddelen en meer bepaald op artikel 2bis gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 juli 1984;

Overwegende dat het nuttig is op de verpakking te herinneren aan de noodzakelijkheid om de geneesmiddelen buiten het bereik van kinderen te bewaren;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd door de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de hoogdringendheid, gemotiveerd door de bezorgdheid overgevallen te voorkomen waarvan jonge kinderen regelmatig het slachtoffer zijn, maar rekening houdend met de termijn die nodig is om de producenten toe te laten de verpakking van de geneesmiddelen aan te passen;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 2bis van het koninklijk besluit van 3 juli 1969 betreffende de registratie van geneesmiddelen, wordt een § 4 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 4. De buitenverpakking van de geneesmiddelen of, bij gebrek aan buitenverpakking, de elementaire verpakking van het geneesmiddel, moet duidelijk zichtbaar en op leesbare wijze een bijzondere waarschuwing bevatten volgens dewelke het geneesmiddel buiten het bereik van kinderen moet worden bewaard. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1993.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 september 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
 Ph. BUSQUIN

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,
 R. DELIZÉE

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 91 — 3240

Koninklijk besluit tot regeling van het gebruik van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen met betrekking tot het centraal wapenregister

**RAADGEVENDE COMMISSIE
 VOOR DE BESCHERMING VAN DE PERSOONLIJKE LEVENSS-
 FEER**

Advies nr. 90/087 van 2 april 1990

De Raadgevende Commissie voor de Bescherming van de Persoonlijke Levensfeer;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op de artikelen 8 en 12;

Gelet op het verzoek om advies van de Minister van Justitie van 28 februari 1990, dat het verzoek van 8 december 1989 vervangt;

A émis le 2 avril 1990 l'avis suivant :

1. Généralités :

Le projet soumis à la Commission a pour objet de régler l'utilisation du numéro d'identification du Registre national dans le cadre de l'arrêté royal du 8 avril 1989 modifiant l'arrêté royal du 14 juin 1933 pour l'exécution de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions.

En termes généraux, la loi de 1933 dispose que les activités qui y sont visées, sont soumises à une déclaration de fabricant, de marchand d'armes ou de munitions, ou d'artisan-armurier. Celle-ci est faite à l'administration communale du lieu de la fabrique, du magasin ou de l'atelier. La loi contient également une réglementation relative aux armes prohibées, aux armes de guerre, aux armes de défense et aux armes de chasse et de sport. Outre ladite déclaration d'activité professionnelle, il est important que les particuliers ne puissent acquérir une arme de défense qu'après avoir obtenu une autorisation délivrée par le commissaire de police ou à son défaut par le commandant de gendarmerie du domicile de l'acquéreur (en cas de refus, une nouvelle demande peut éventuellement être adressée au procureur du Roi). Toute autre forme d'acquisition doit donner lieu à une inscription.

Pour les armes de guerre, un particulier peut uniquement obtenir l'autorisation requise auprès du gouverneur de la province. Le port d'une arme de chasse ou de sport doit être justifié par un motif légitime. L'exécution de ces dispositions relatives à la déclaration, aux délais, à la forme des registres, aux documents ou aux autorisations est régie par l'arrêté royal du 14 juin 1933.

L'arrêté royal du 8 avril 1989 institue entre autres un registre central des armes au sein du commissariat général de la police judiciaire près les parquets (article 14). Il détermine également qui peut avoir accès à ce registre et prévoit que les données obtenues ne peuvent être utilisées que pour la gestion de certains documents et ceci dans le cadre des missions de police judiciaire et administrative. Toute communication à des tiers est exclue. Les étrangers sont soumis à une réglementation particulière.

Sont considérés comme documents (article 15) :

A. Les avis de vente, de cession ou d'importation d'armes à feu de défense, ainsi que les certificats d'immatriculation de ces armes;

Les avis de vente ou de cession d'armes à feu de chasse ou de sport;

Les permis de port d'armes de défense.

B. Les autorisations de posséder un dépôt d'armes de défense ou de guerre;

Les inscriptions des déclarations de fabricant d'armes ou de munitions.

Les données mentionnées au registre sont les suivantes :

Pour les documents cités sous A : l'identité du titulaire, sa nationalité, son adresse, la nature de l'utilisation de l'arme (professionnelle ou privée), les caractéristiques essentielles de l'arme et l'identité du vendeur ou du cédant.

Pour les documents cités sous B : l'identité du titulaire, sa nationalité, son adresse, le lieu du dépôt ou celui où s'exerce l'activité concernée.

Le projet d'arrêté royal soumis à la Commission tend à accorder, d'une part, au commissariat général de la police judiciaire près les parquets et, d'autre part, aux instances pouvant entrer en contact avec le Registre central des armes, l'autorisation d'utiliser, dans leurs communications réciproques, le numéro d'identification du Registre national. Pareille autorisation peut assurément contribuer à rationaliser l'organisation de ces contacts, à les rendre plus rapides et à réduire les risques d'erreur dans les données. Une meilleure sécurité du citoyen peut ainsi être assurée dans le cadre d'un meilleur contrôle de la circulation ou de la détention des armes. La Commission estime dès lors que l'utilisation du numéro d'identification doit être considérée sous un angle positif.

2. Commentaire des articles :

L'article 1er règle l'utilisation du numéro d'identification par le commissariat général. L'autorisation est accordée à l'officier-commissaire général aux délégations judiciaires et aux officiers, agents et employés qu'il désigne et il est explicitement stipulé qu'elle n'est valable que « dans le cadre des missions qui leur sont conférées ».

Cette autorisation peut être utilisée exclusivement :

— pour l'identification des personnes inscrites dans le registre central des armes;

Heeft op 2 april 1990 het volgende advies gegeven :

1. Algemeen :

Het aan de Commissie voorgelegde ontwerp betreft het regelen van het gebruik van de identificatienummer van het Rijksregister in het raam van het koninklijk besluit van 8 april 1989 tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 juni 1933 tot uitvoering van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munition.

Algemeen stelt de wet van 1933 dat de erin vermelde activiteiten onderworpen zijn aan een-aangifte van wapen- of munitiefabrikant, handelaar of maker. Deze gebeurt bij het gemeentebestuur van de plaats van fabriek, winkel of werkplaats. De wet regelt verder de verboden wapens, de oorlogswapens, de verweerwapens en de jacht- en sportwapens. Belangrijk is dat, naast bovenvermelde aangifte voor professionele activiteit, privépersonen slechts aankoop kunnen doen van een verweerwapen na machtiging daar toe verkregen te hebben, afgeleverd door de commissaris van politie of, bij ontstentenis, de commandant van de rijkswacht van de woonplaats van de koper (eventueel bij weigering nieuw verzoek bij de procureur des Konings). Bij andere wijze van inbezitname moet een inschrijving gebeuren.

Voor oorlogswapens kan een particulier slechts machtiging bekomen van de provinciegouverneur. Voor het dragen van een jacht- of sportwapen moet een wettige reden gelden. De uitvoering van deze bepalingen i.v.m. aangifte, termijnen, vorm van registers, bescheiden of machtigingen wordt door het koninklijk besluit van 14 juni 1933 geregeld.

Het koninklijk besluit van 8 april 1989 organiseert onder meer de oprichting van een centraal wapenregister bij het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten (artikel 14). Het bepaalt wie toegang heeft tot dat register, waarbij de bekomen gegevens alleen voor het beheer van bepaalde stukken mogen gehanteerd worden en dit in het kader van taken van gerechtelijke en administratieve politie. Mededeling aan derden is uitgesloten. Een bijzondere regeling geldt voor buitenlanders.

Als stukken gelden (artikel 15) :

A. Berichten van verkoop, overdracht of invoer van een verweervuurwapen, alsmede de immatrikelgetuigschriften ervan;

Berichten van verkoop of overdracht van jacht- of sportvuurwapens;

Vergunningen tot dragen van verweerwapens.

B. Vergunningen tot bezitten van een opslagplaats voor verweer- of oorlogswapens;

Inschrijvingen van aangiften van beroep van wapen- of munitiefabrikant.

Als gegevens worden opgenomen :

Voor de gevallen onder A : identiteit van de titularis, zijn nationaliteit, adres, aard van gebruik (professioneel of privé), wezenlijke kenmerken van het wapen en identiteit van verkoper of overdrager.

Voor de gevallen onder B : identiteit van de titularis, zijn nationaliteit, adres van opslagplaats of werkzaamheid.

Het voorliggend ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe het commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten enerzijds en instanties die met het centraal wapenregister in contact kunnen treden anderzijds in de mogelijkheid te stellen in hun onderlinge communicaties het identificatienummer van het Rijksregister te gebruiken. Dergelijke toelating kan voorzeker bijdragen tot een rationalisatie van de organisatie van deze contacten, deze versnellen en de kans op foutieve gegevens verminderen. In het raam van een betere controle op het wapenverkeer of -bezit kan aldus een grotere veiligheid van de burger verzekerd worden. De Commissie is dan ook van oordeel dat de aanwending van het identificatienummer vanuit een positief uitgangspunt moet benaderd worden.

2. Artikelsgewijze besprekking :

In artikel 1 wordt het gebruik van het identificatienummer door het commissariaat-generaal geregeld. De machtiging wordt verleend aan de officier-commissaris-generaal voor gerechtelijke opdrachten en de officieren, agenten en beambten die hij aanwijst en geschiedt met uitdrukkelijke vermelding dat zij slechts geldt « in het raam van de hun toegewezen opdrachten ».

Deze machtiging geldt uitsluitend :

— ter identificatie van de personen ingeschreven in het centraal wapenregister;

— pour l'identification de ces personnes dans les relations internes et externes des personnes habilitées avec diverses autorités. Dans ce dernier cas, il ne peut s'agir que d'instances ou de personnes ayant elles-mêmes reçu l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification, et ce uniquement dans la mesure nécessaire à l'exécution des dispositions légales et réglementaires relatives au registre central des armes.

Cette disposition ne pose en principe aucun problème. Toutefois, si le concept de « relations internes » désigne uniquement les relations au sein de la cellule du registre central des armes, il serait préférable d'utiliser les termes « gestion interne ». Les termes « relations internes » peuvent néanmoins être maintenus s'ils désignent l'ensemble des missions du commissariat général. Les termes « relations externes » sont explicités à l'article 2 et sont dès lors examinés dans le commentaire de cet article.

L'article 2 indique les autorités auxquelles l'on peut s'adresser dans le cadre des relations externes. Une double répartition est prévue :

au § 1er figurent des personnes ou services possédant déjà l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification, à savoir l'Office des Etrangers du Ministère de la Justice, le Service de l'objection de conscience du Ministère de l'Intérieur, les gouverneurs de province et les fonctionnaires de niveau 1 qu'ils désignent ainsi que, en leur qualité de services de police communale, le casier judiciaire communal et le service des fichiers de renseignements;

au § 2 figurent des services auxquels l'on pourra également s'adresser sous réserve qu'ils aient eux-mêmes obtenu l'autorisation d'utiliser le numéro d'identification et uniquement à partir de ce moment-là. Il s'agit de la gendarmerie, des services de la Sûreté de l'Etat et du casier judiciaire central du Ministère de la Justice et des parquets près les tribunaux de première instance et des officiers et agents judiciaires près les parquets.

Compte tenu des conditions énoncées dans le projet d'arrêté royal, la Commission peut marquer son accord sur la formulation suivie. La nécessité d'édicter une série d'arrêtés distincts est ainsi évitée, tout en assurant l'existence de garanties nécessaires en ce qui concerne les autorisations spécifiques préalables.

L'article 3 règle l'utilisation du numéro d'identification lors de la consultation du registre central des armes, et ce uniquement au titre d'identification des personnes qui ont sollicité l'octroi d'un titre prévu par la législation de 1933 sur les armes.

Sont autorisés à utiliser le numéro d'identification :

1. le commandant de la gendarmerie et les membres du personnel de la gendarmerie qu'il désigne;
2. les chefs de corps de la police communale et les membres de la police qu'ils désignent;
3. le Ministre de la Justice ou son délégué;
4. les magistrats du ministère public près les tribunaux de première instance et les membres de la police judiciaire près les parquets;
5. les gouverneurs de province.

Cet article ne pose aucun problème à la Commission. L'article 14 de l'arrêté royal du 8 avril 1989 règle l'accès au registre central des armes et énumère les personnes auxquelles celui-ci est accessible. La liste figurant à l'article 3 concorde entièrement avec celle de l'article 14.

En outre, l'autorisation est uniquement accordée à des fins d'identification dans le cadre de la loi de 1933.

Conclusion :

Compte tenu des considérations qui précèdent, la Commission émet un avis favorable.

Le secrétaire,

Le président,

A. Pipers.

D. Holsters.

9 OCTOBRE 1991. — Arrêté royal autorisant l'utilisation du numéro d'identification du Registre national des personnes physiques, en ce qui concerne le registre central des armes

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, notamment l'article 8, modifié par la loi du 15 janvier 1990;

— ter identificatie van die personen in interne en externe betrekkingen van de gemachtigden met diverse autoriteiten. In dit laatste geval kan het slechts gaan over instanties of personen die zelf de machtiging hebben ontvangen om het nummer te gebruiken en in zoverre het gebruik noodzakelijk is voor de uitvoering van wettelijke en bestuurlijke bepalingen i.v.m. het centraal wapenregister.

Deze bepaling stelt principieel geen probleem. Wel zou, indien het concept « interne betrekkingen » alleen beoogt de handelingen binnen de cel van het centraal wapenregister zelf, de term « intern beheer » verkeerslijk zijn. Indien het geheel van de opdrachten van het commissariaat-generaal bedoeld wordt kan de term « interne betrekkingen » behouden blijven. De term « externe betrekkingen » wordt geëxpliciteerd in artikel 2. Verwezen wordt dan ook naar de commentaar aldaar.

Artikel 2 omschrijft de autoriteiten die de geadresseerden kunnen zijn in de externe betrekkingen. Een dubbele indeling wordt voorzien :

in § 1 worden personen of diensten vermeld die zelf reeds de machtiging bezitten het nummer aan te wenden, namelijk de Dienst Vreemdelingenzaken van het Ministerie van Justitie, de Dienst Gewetensbezwaren van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, de provinciegouverneurs en de ambtenaren van niveau 1 die zij aanwijzen, en als diensten van de gemeentepolitie het gemeentelijk strafregister en de dienst inlichtingenbestanden;

in een § 2 worden diensten voorzien die onder voorwaarde van toekomstige machtiging en slechts vanaf het ogenblik ervan dezelfde machtiging zullen verkrijgen. Het zijn de rijkswacht, de diensten van de Staatsveiligheid en het centraal strafregister van het Ministerie van Justitie en de parketten bij de rechtbanken van eerste aanleg en de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten.

De Commissie kan zich met de voorstellingswijze akkoord verklaren gezien de ingebouwde voorwaarden. Hierdoor wordt de noodzaak tot herhaalde besluiten immers opgevangen, terwijl anderzijds de nodige waarborgen i.v.m. voorafgaande eigen machtiging aanwezig zijn.

Artikel 3 regelt het gebruik van het identificatienummer naar het centraal wapenregister toe, en dit uitsluitend ter identificatie van personen die de toekenning hebben aangevraagd van een bewijs voorgeschreven door de wapenwetgeving van 1933.

Worden daartoe gemachtigd :

1. de commandant van de rijkswacht en de personeelsleden van de rijkswacht die hij aanwijst;
2. de korpsvoersten van de gemeentelijke politie en de leden van de politie die zij aanwijzen;
3. de Minister van Justitie of diens gemachtigde;
4. de magistraten van het openbaar ministerie bij de rechtbanken van eerste aanleg en de leden van de gerechtelijke politie bij de parketten;
5. de provinciegouverneur.

Dit artikel stelt voor de Commissie geen problemen. Artikel 14 van het koninklijk besluit van 8 april 1989 regelt de toegang tot het centraal wapenregister en somt daartoe uitdrukkelijk een reeks personen op. De in artikel 3 opgenomen lijst stemt overeen met die van artikel 14.

Verder geldt de machtiging enkel ter identificatie in het raam van de wet van 1933.

Conclusie :

In het licht van de voorgaande beschouwingen, brengt de Commissie een gunstig advies uit.

De secretaris,

De voorzitter,

A. Pipers.

D. Holsters.

9 OKTOBER 1991. — Koninklijk besluit waarbij machtiging wordt verleend tot het gebruiken van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen met betrekking tot het centraal wapenregister

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij de wet van 15 januari 1990;

Vu l'avis de la Commission consultative de la Protection de la Vie privée, donné le 2 avril 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Intérieur, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans le cadre des missions qui leur sont conférées, l'officier commissaire général aux délégations judiciaires ainsi que les officiers, agents et employés qu'il désigne sont autorisés à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques à seule fin d'identification des personnes inscrites dans le registre central des armes.

Art. 2. L'autorisation visée à l'article 1er s'applique, uniquement dans la mesure nécessaire à l'exécution des dispositions légales et réglementaires relatives au registre central des armes, aux relations internes des fonctionnaires qui y sont visés, ainsi qu'aux relations qu'ils entretiennent avec les autorités suivantes :

1^o le Ministère de la Justice, Office des étrangers;

2^o l'administration de la police générale du Royaume et la direction de l'objection de conscience du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique;

3^o les gouverneurs de province et les fonctionnaires de niveau 1 qu'ils désignent;

4^o les services de police communale;

5^o le Commandant de la Gendarmerie.

Art. 3. Sont en outre autorisés à utiliser le numéro d'identification du Registre national des personnes physiques, uniquement en vue d'identifier les personnes qui ont sollicité l'octroi d'un titre prévu par la législation relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions lors de la consultation du registre central des armes :

1^o le Commandant de la Gendarmerie et les membres du personnel de la Gendarmerie qu'il désigne;

2^o les chefs de corps de la police communale et les membres de la police qu'ils désignent;

3^o le Ministre de la Justice ou son délégué;

4^o les magistrats du ministère public près les tribunaux de première instance et les membres de la police judiciaire près les parquets;

5^o les gouverneurs de province.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 octobre 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Intérieur,

L. TOBACK

Gelet op het advies van de Raadgevende Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, gegeven op 2 april 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het raam van hun toegewezen opdrachten zijn de officier-commissaris-generaal voor gerechtelijke opdrachten alsook de officieren, personeelsleden en beambten die hij aanwijst, gemachtigd tot het gebruiken van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen, uitsluitend ter identificatie van de personen die in het centraal wapenregister zijn ingeschreven.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde machtiging is, uitsluitend indien nodig voor de uitvoering van de wets- en verordenisbepalingen betreffende het centraal wapenregister, van toepassing op de interne betrekkingen van de in dat artikel bedoelde ambtenaren, alsook op de betrekkingen die zij onderhouden met de volgende overheden :

1^o het Ministerie van Justitie, Dienst Vreemdelingenzaken;

2^o het bestuur van de algemene Rijkspolitie en de directie van de Gewetensbezwaren van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt;

3^o de provinciegouverneurs en de ambtenaren van niveau 1 die zij aanwijzen;

4^o de diensten van gemeentepolitie;

5^o de Commandant van de Rijkswacht.

Art. 3. Machtiging tot het gebruiken van het identificatienummer van het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt, naar aanleiding van de raadpleging van het centraal wapenregister en uitsluitend ter identificatie van personen die verzocht hebben om toekenning van een bewijs voorgeschreven door de wetgeving op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, tevens verleend aan :

1^o de Commandant van de Rijkswacht en de personeelsleden van de Rijkswacht die hij aanwijst;

2^o de korpschefs van de gemeentelijke politie en de leden van de politie die zij aanwijzen;

3^o de Minister van Justitie of diens gemachtigde;

4^o de magistraten van het openbaar ministerie bij de rechtkassen van eerste aanleg en de leden van de gerechtelijke politie bij de parketten;

5^o de provinciegouverneurs.

Art. 4. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 oktober 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken,

L. TOBACK

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 91 — 3241

29 OCTOBRE 1991. — Arrêté royal accordant pour la saison 1991-1992 des dérogations à la prohibition portée à l'article 36, 7^o, de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux

BAUDOUIN, Roi des Belges.

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux;

2

MINISTERIE VAN JUSTITIE EN MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 91 — 3241

29 OKTOBER 1991. — Koninklijk besluit tot verlening van afwijkingen voor het seizoen 1991-1992 van de in artikel 36, 7^o, van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren opgenomen verbodsbeperking

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren;